

La police ne sauvera personne de la COVID

Depuis plusieurs décennies, nous assistons à une dérive sécuritaire dont la militarisation des corps policiers, l'augmentation de leurs effectifs et de leur financement ne sont que quelques-uns de ses nombreux aspects. Dans la province, la quantité d'interventions policières et le caractère répressif de celles-ci ne cessent d'augmenter et l'arrivée de la pandémie n'a qu'exacerbé cet état de fait. L'ampleur prise par la répression policière depuis la mise en place de l'état d'urgence sanitaire est ignoble et injustifiable. Les pouvoirs donnés à la police, pour s'assurer l'obéissance complète de la population aux mesures sanitaires, ont augmenté de façon exponentielle : la possibilité offerte par l'accès aux télémandats rapides de pouvoir pénétrer dans les lieux de résidences sans le consentement des personnes y habitant, l'arbitraire démesuré donné aux corps policiers dans la gestion du couvre-feu, le renforcement de leurs pouvoirs d'interpellation et de judiciarisation, pour ne nommer que ceux-là. Ces nouvelles capacités octroyées ne peuvent qu'augmenter le risque de comportements abusifs. Mais la police sauve-t-elle qui que ce soit de la COVID ?

Historiquement, l'approche répressive fut démontrée comme inefficace, néfaste et contre-productive pour faire face aux crises de santé publique. C'est du moins ce qui ressort des études et réflexions sur l'épidémie de choléra à la fin du 19e siècle entre autres, ou encore celle de la grippe espagnole au début du 20e. En quoi le contexte pandémique actuel aurait-il permis que la reproduction de cette même approche entraîne de résultats différents? En rien, justement! Les solutions répressives et policières ne seront jamais la réponse appropriée à un enjeu de santé publique. Non seulement elles sont non-dissuasives, mais elles ont un impact honteusement démesuré sur les populations marginalisées, qui sont déjà nettement à risque de subir toute la violence du bras armée de l'État.

Il est révoltant qu'après la démultiplication des enquêtes, rapports, plaintes et soulèvements populaires dénonçant les pratiques de profilage racial, social et politique, le gouvernement préfère encore se fier au « bon jugement » des corps policiers plutôt qu'à celui de la population. Usant d'une approche-punitivité soi-disant justifiée par l'urgence sanitaire, le gouvernement n'aura réussi qu'à effrayer la population. Ce climat rend d'autant plus difficile le travail d'éducation en matière de santé publique ainsi que celui des organismes communautaires et des intervenant.e.s de terrain. Mais surtout, elle aura rendu la vie de ceux qui cherchent à se cacher de la police, que ce soit par peur de répression, de discrimination ou de judiciarisation, d'autant plus risquée... voire mortifère.

En date du 15 février 2021, les corps policiers du Québec avaient remis plus de 6500 constats d'infraction à des personnes physiques ou morales en vertu de la Loi sur la santé publique. La somme totale de ceux-ci s'élevant à près de 10 millions de dollars. La province du Québec, toutes proportions gardées, s'inscrit en grande championne canadienne non seulement par la dureté de ses mesures répressives (dont la remise d'un nombre effarant de constat d'infraction), mais également en ce qui a trait au nombre de cas et de décès liés à la COVID-19. C'est à croire que l'approche répressive et policière d'une crise de santé publique ne serait pas la bonne! Au contraire, elle n'aura que contribué à l'aggravement des pratiques policières belliqueuses, discriminatoires et violentes, sans être à même de stopper la propagation du virus. Qui l'aurait cru?

La pandémie de COVID-19 est une crise de santé publique, et non pas d'ordre public. Le refus du gouvernement de la considérer comme telle a déjà coûté trop de vies... Pourtant, après près d'un an de crise sanitaire, il opte encore et toujours pour une solution policière. Il s'agit là d'une

véritable stratégie d'intimidation et de peur mise en œuvre pour camoufler l'amateurisme et l'inefficacité de la gestion caquiste de la pandémie. À l'approche du premier anniversaire de l'état d'urgence sanitaire, François Legault a même le culot d'avancer qu'il ne voit pas comment il aurait pu faire mieux. Depuis le tout début, ce gouvernement des banlieues préfère procéder à de sombres calculs de rentabilité plutôt que d'instaurer des mesures basées sur la justice sociale et la science. Le message ne pourrait se faire entendre plus clairement. Si on manque systématiquement de ressources pour les services publics, les coffres ne seront jamais vides lorsqu'il est question du renforcement de l'appareil de répression de l'État.

Depuis trop longtemps déjà, nous assistons à la dégradation du filet social et à l'instauration d'un climat de peur. Plutôt que de miser sur la solidarité, le gouvernement encourage la délation, la recherche de bouc-émissaires et la culpabilisation individuelle, cherchant ainsi à se dédouaner de toutes responsabilités. Le fait que les gouvernements (au municipal comme au provincial) aient appelé la population à dénoncer les agissements de leurs voisin.e.s, en mettant en place de lignes téléphoniques ou de formulaires en ligne, n'a absolument rien d'anodin. Ce type de discours participe au climat répressif, agissant comme un frein à l'action, l'organisation et l'association et minant les liens de confiance et de solidarité, pourtant plus nécessaire que jamais. Rappelons-nous que la mise en place d'un État policier ne passe pas simplement par l'omniprésence des effectifs de police, mais également par le fait que chaque individu participe à l'effort de surveillance et de délation, se transformant elleux-même en une panoplie de mini-flics.

Il est possible de prendre la pandémie au sérieux tout en refusant la surenchère sécuritaire mise en place par le gouvernement au cours de la dernière année. Prendre la pandémie au sérieux, c'est aussi et surtout de lutter contre cet arbitraire qui carbure à coup de profilage racial et social. Nous ne pouvons ignorer que ce sont les personnes et les communautés déjà marginalisées et ciblées par ce profilage — qui ne cadrent pas dans le moule travail-famille-banlieue — qui font les frais du couvre-feu, des mesures répressives et des amendes qui les accompagnent.

Travaillons à développer des stratégies de protection collective en misant sur des communautés fortes et solidaires ! Pour cela, il faut développer une approche face à la COVID-19 sur l'expertise des scientifiques comme sur celle des travailleur.euse.s essentiel.le.s, adresser réellement la crise du logement qui sévit depuis le début de la pandémie en gelant les loyers et en créant des solutions d'habitations permanentes, encourager les initiatives d'autogestion et d'autonomie des communautés plutôt que de les réprimer, donner des conditions de travail décentes aux travailleur.euse.s essentiel.les et régulariser les statuts des travailleur.euse.s immigrant.e.s. Bref, de concentrer les ressources là où elles sont utiles, plutôt que d'investir dans les forces policières et dans la soi-disant relance économique.

Ne laissons pas les campagnes de peur de nos gouvernements et (de) leurs bras armés briser la solidarité sociale dont nous avons cruellement besoin. Refusons-nous à dénoncer nos voisin.e.s, mais soyons plus que jamais prêt.e.s à dénoncer les abus policiers et politiques. Restons solidaires, critiques, combattives et combattifs.

Dans tous les quartiers, par tous les moyens, faisons-nous entendre. Aucune solution policière à la pandémie n'est acceptable. Résistons à l'autoritarisme en place et à venir, n'acceptons pas le défaitisme ambiant: préparons le printemps !

**Pas de solution policière
à la crise sanitaire** 

Visuel:

